

# LES MÉTROPOLIS, MOTEURS DE LA CROISSANCE ?

Vincent Fouchier

**Vincent Fouchier, directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence, présente un regard comparatif international pour l'Institut Montaigne, à partir d'une exploitation des données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).**

Les métropoles sont aujourd'hui plus décriées que promues comme modèle de développement. Les mouvements sociaux expriment les impressions de délaissement des territoires ruraux et des villes moyennes à leur profit. La crise sanitaire les a présentées comme des lieux de propagation et de mal-vivre, et le télétravail est perçu comme une opportunité de les quitter. La réalité, largement documentée<sup>1</sup>, est plus complexe que ces perceptions. Il est intéressant de l'aborder dans une approche comparative internationale, objet de l'analyse réalisée pour l'Institut Montaigne<sup>2</sup> synthétisée ici. Afin de répondre à cette question en suivant une méthode « simple » (chaque pays est divisé en deux sous-ensembles – les aires métropolitaines de plus de 500 000 habitants et le reste du territoire –, dont on calcule la part dans la croissance) : quelle part prennent les métropoles dans la croissance démographique et économique en France, par comparaison aux autres pays de l'OCDE ?

## **La faible croissance démographique des métropoles françaises**

En France et en Europe, maillées par une proportion élevée de « petites » aires urbaines fonctionnelles (de 50 000 à 500 000 habitants), la part de la population des aires fonctionnelles de plus de 500 000 habitants est de 42 %. Soit près de 12 points de moins que la moyenne des pays de l'OCDE. Si la part des métropoles de plus de 1 million d'habitants est quasiment la même dans le monde (concentrant environ 25 % de la population), la France est le pays qui présente la plus faible part de sa population dans les métropoles de plus de 2 millions d'habitants : 7 % contre 11 % en moyenne en Europe (hors France) et 12 % en moyenne des pays de l'OCDE.

À l'échelle de l'OCDE, le taux de croissance démographique 2010-2018 des métropoles de plus de 500 000 habitants est près de deux fois supérieur à celui du reste du territoire. À l'échelle européenne, la croissance est moindre, mais cet écart est encore plus grand avec le reste de leur espace national (+ 4 % contre 1,3 %), témoignant d'une dynamique métropolitaine affirmée du continent européen. En France, où la dynamique démographique globale est plus forte que la moyenne des pays européens, les métropoles ne captent

que 60 % de la croissance démographique, contre 65 % pour les pays de l'OCDE et 75 % en Europe. La « fracture » avec les territoires non métropolitains est donc moindre. En France, les métropoles moyennes de 500 000 à 1 million d'habitants et les métropoles millionnaires affichent des dynamiques démographiques supérieures à celles des métropoles multimillionnaires (Paris, Lyon), qui présentent un taux de croissance équivalent à celui de leurs homologues européennes, mais légèrement inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE.

Notons qu'en Europe, certaines métropoles de plus de 500 000 habitants affichent une décroissance démographique entre 2010 et 2018 : notamment en Italie (Gênes, Venise), mais aussi en Allemagne, en Grèce et dans les pays de l'Est.

## **Les métropoles concentrent la production de richesse**

Les métropoles de l'OCDE, européennes et françaises – et notamment les plus grandes –, génèrent un « surcroît de production de richesse » grâce à la taille du marché du travail et de consommation, et à la connexion aux flux continentaux et

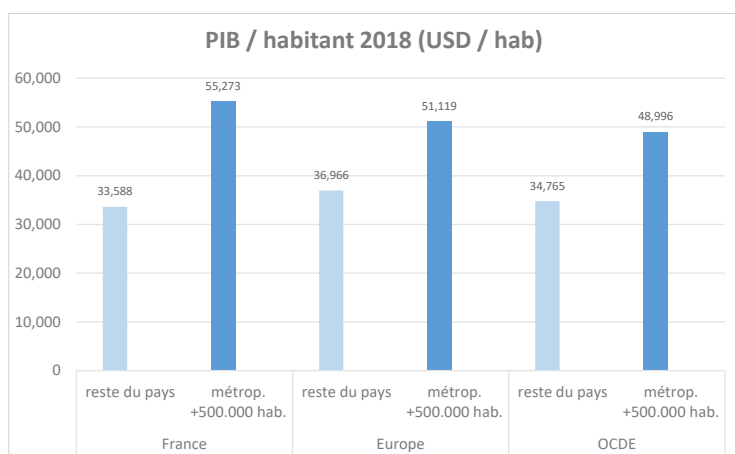
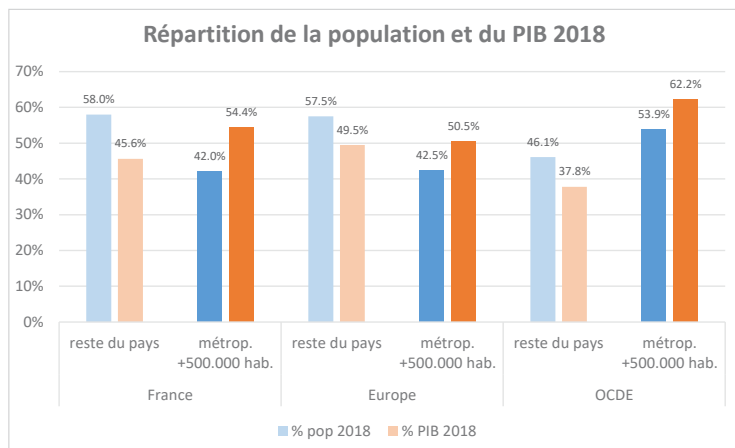
---

## **LES AIRES MÉTROPOLITAINES SELON L'OCDE**

La base de données métropolitaines de l'OCDE renseigne plus de 650 aires métropolitaines de plus de 250 000 habitants, afin de permettre des comparaisons internationales entre villes et métropoles. Celles-ci sont mesurées à l'échelle des zones urbaines fonctionnelles définies comme des unités locales densément peuplées d'au moins 50 000 habitants et les unités locales adjacentes, dont au moins 15 % des actifs y travaillent.

Les 17 aires métropolitaines françaises de plus de 500 000 habitants sont les suivantes (2018) : Paris, Lyon (multimillionnaires) ; Lille, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Nice (millionnaires) ; Nantes, Strasbourg, Montpellier, Rouen, Rennes, Grenoble, Toulon, Tours, Nancy, Clermont-Ferrand (« moyennes », de 500 000 à 1 million d'habitants).

---



Source : traitement des données de l'OCDE.

internationaux. Le PIB par habitant des métropoles de plus de 500 000 habitants de l'OCDE est en moyenne plus élevé de 40 % que celui du reste de leurs territoires. Ce « surcroît de production de richesse », qui n'est que de 38 % en Europe, s'élève en France à 64 %.

En France, le PIB par habitant du pays hors métropoles est plus faible que la moyenne des pays d'Europe et de l'OCDE : cet écart mérite attention. Du fait de leur poids démographique et d'un PIB par habitant plus élevé, les métropoles de plus de 500 000 habitants représentent une part prépondérante du PIB : 62 % à l'échelle de l'OCDE. Mais il existe une assez grande diversité de situations : tandis qu'elles représentent plus de 70 % du PIB national en Corée, au Japon et aux États-Unis, leur part dans l'économie nationale tombe en dessous de 40 % au Chili, en Finlande ou en Norvège. La France se situe dans une position intermédiaire au plan comparatif, avec 54 % du PIB dans les métropoles.

On constate des situations très hétérogènes entre métropoles au sein de chaque pays. Au Danemark ou au Mexique, les écarts sont resserrés entre la métropole au PIB par habitant

le plus élevé, la moyenne des métropoles de plus de 500 000 habitants et le reste du pays. Aux États-Unis, en Allemagne, en Irlande et en France, ces écarts sont importants : il y a des métropoles beaucoup plus « productives » que d'autres (souvent, mais pas toujours, les capitales nationales).

À l'échelle de la France, de l'Europe et de l'OCDE, les métropoles de plus de 500 000 habitants voient leur dynamique de croissance du PIB 2010-2018 nettement plus rapide que le reste de leur territoire. En France, l'écart de croissance du PIB entre les métropoles de plus de 500 000 habitants et le reste du pays est le plus grand : 4,2 points (contre 2 points à l'échelle européenne). Dans une croissance « molle » du PIB national, les métropoles françaises semblent donc très motrices, voire salvatrices.

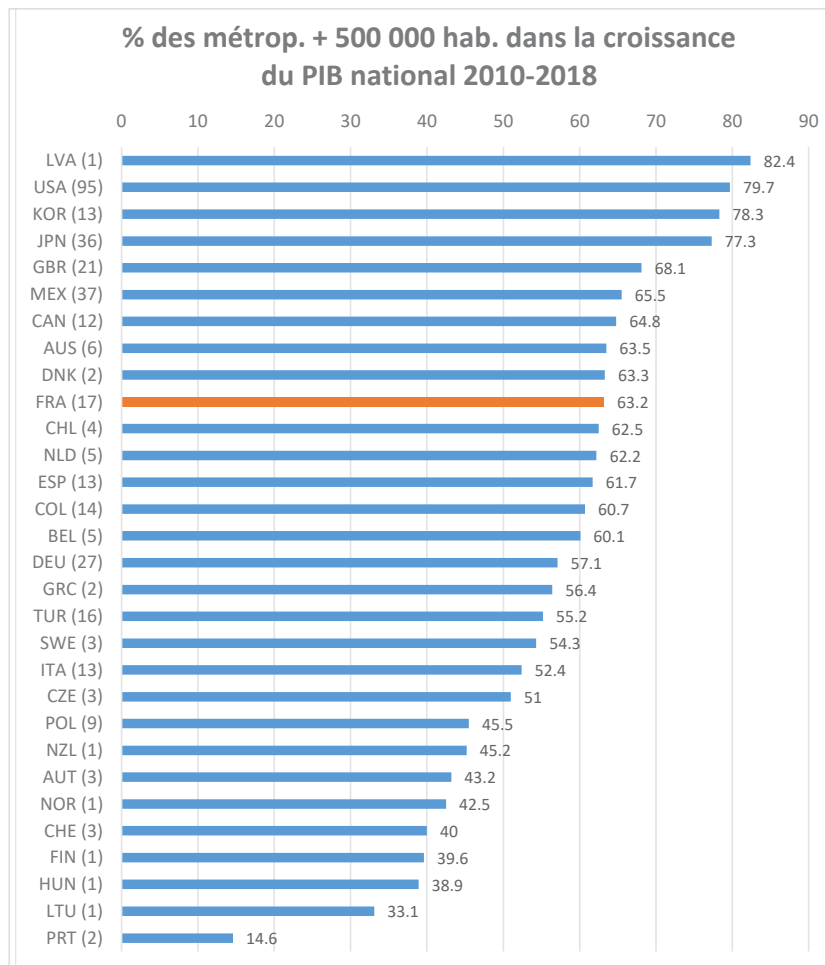
Néanmoins, quand on compare leur croissance du PIB entre 2010 et 2018 à celle des métropoles de l'ensemble de l'OCDE, le motif de satisfaction est réduit : + 12,6 %, contre + 19 % (+ 14,2 % en Europe). Les métropoles françaises de plus de 500 000 habitants se révèlent donc moins « performantes » en termes de dynamique de leur PIB qu'en moyenne des pays européens et de l'OCDE, mais elles viennent mieux compenser une croissance nationale plus faible.

Cependant, cette dynamique est très éloignée de certains pays tels que les États-Unis, la Corée ou le Japon, où elles captent plus des trois quarts de la croissance du PIB national. En Europe, seuls la Lettonie (qui ne compte qu'une métropole), la Grande-Bretagne et le Danemark

affichent une contribution de leurs métropoles de plus de 500 000 habitants supérieure à la France.

L'Espagne, les Pays-Bas ou la Belgique affichent une contribution équivalente. Tandis que dans de grands pays « métropolitains » (Italie, Allemagne ou Pologne), cette contribution est inférieure, voire très inférieure pour certains autres pays (Portugal ou Autriche). En France, le PIB par habitant des métropoles de plus de 500 000 habitants a augmenté plus vite que celui du reste du territoire, suivant une dynamique et un écart supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Tandis qu'en Europe, le PIB par habitant a, au contraire, connu une croissance supérieure en dehors de ces grandes métropoles.

Caractéristique singulière de la France : les métropoles de plus de 500 000 habitants captent l'essentiel de la croissance du pays, n'en laissant qu'une part congrue aux « petites villes », « villes moyennes » ou « espaces ruraux ». Reste à déterminer si les métropoles ont « empêché » les autres territoires de croître ou si elles ne poursuivent qu'une plus grande dynamique par rapport à ces derniers ; et si toutes nos métropoles participent à cette tendance, ou si ce ne sont que certaines qui sont motrices.



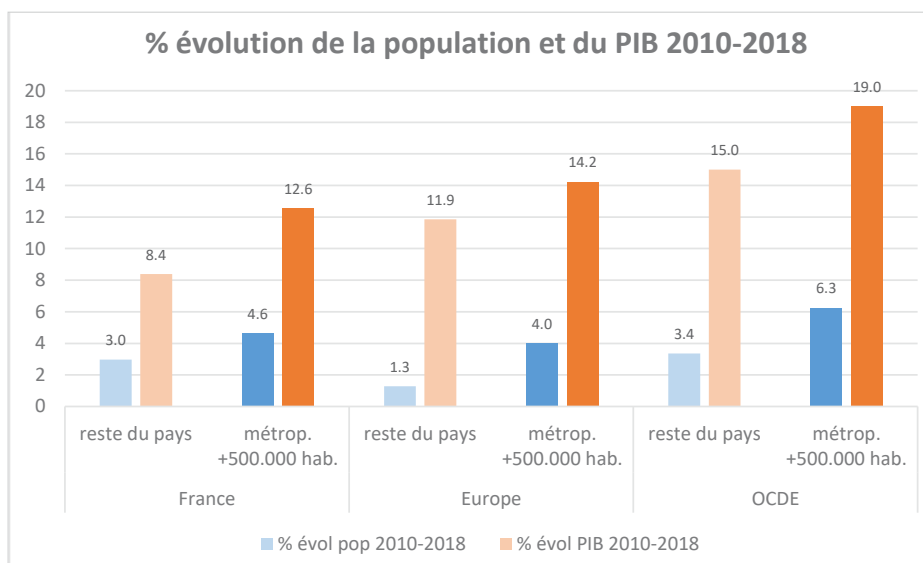
Source : traitement des données de l'OCDE.

**En France, une croissance plus économique que démographique**

Dans les pays de l'OCDE, le poids du PIB des métropoles de plus de 500 000 habitants est supérieur à celui de la population : en moyenne 62 % contre 54 %, soit 8 points. Au Japon, en Allemagne, en Espagne, en Italie, cet écart n'excède pas 5 points. En France, l'écart est nettement plus marqué – 12 points – puisque ces métropoles représentent 54 % du PIB national et 42 % de la population. Nouvelle singularité française, donc : une concentration de PIB « anormalement » forte dans les métropoles de plus de 500 000 habitants par rapport à leur concentration démographique. En moyenne OCDE et européenne, entre 2010-2018, la croissance du PIB et celle de la population sont plus fortes dans les métropoles de plus de 500 000 habitants que dans le reste des territoires. Et la croissance du PIB y est nettement plus forte que celle de la population : leur rôle en matière de production de richesse est plus important qu'en termes d'accueil

**LA NOTION DE CROISSANCE, SOURCE DE DÉBAT**

La notion même de croissance est mise en discussion par les chercheurs, politiques ou militants. Comment doit-on la mesurer et doit-elle être un objectif en soi ? Les concepts tels que la sobriété, la frugalité ou la décroissance viennent réinterroger les conditions de la croissance dans un monde aux ressources finies. Le produit intérieur brut (PIB), qui a longtemps servi d'indicateur de réussite, est maintenant discuté, en ce qu'il ne traduit pas suffisamment les impacts négatifs de la croissance, par exemple sur la santé ou sur l'environnement, mais aussi sur ses fragilités de calcul (territorialisation, surpoids des sièges sociaux, etc.). Il convient donc, sans pour autant « casser le thermomètre », de questionner cette notion, notamment à l'aune des choix stratégiques d'aménagement du territoire.



Source : traitement des données de l'OCDE.

de population. Ces écarts sont les plus grands en Amérique du Nord et du Sud. La France s'inscrit pleinement dans cette dynamique internationale. Ce constat assez général d'une croissance plus économique que démographique dans les métropoles mérite d'être nuancé en termes de dynamiques. À l'échelle de l'OCDE, les métropoles dont la croissance démographique a été très soutenue entre 2010 et 2018 affichent une croissance du PIB par habitant elle-même soutenue.

En France, Rennes, Nantes ou Lyon ont vu leur PIB par habitant fortement augmenter entre 2010 et 2018, de même que leurs populations. Mais Nice, Lille et Toulouse ont connu une croissance du PIB par habitant supérieure à leur croissance démographique.

À l'inverse, Montpellier, Toulon, Nancy et Bordeaux ont connu une forte croissance de leur population, mais une faible hausse du PIB par habitant. Les métropoles capitales apparaissent clairement comme des moteurs démographiques et économiques de leur pays. Dans près des deux tiers des pays de l'OCDE, les métropoles capitales sont les plus riches de leurs pays.

Le PIB de la métropole de Paris n'y déroge pas : celle-ci fait partie des 10 % des métropoles de plus de 500 000 habitants de l'OCDE les plus « productrices de richesses ». Elle a connu la croissance économique la plus soutenue à l'échelle nationale depuis 2000 ; et son PIB par habitant est de loin le plus élevé de tout le pays.

Le bilan global des métropoles françaises est fortement impacté par le poids et la dynamique de la métropole capitale qui tire vers le haut les moyennes nationales, alors que les métropoles hors Paris connaissent des dynamiques globalement moins bonnes et hétérogènes.

Au total, l'effet « d'accaparement » de la croissance (plus économique que démographique) par les métropoles de plus de 500 000 habitants est particulièrement marqué en France, mais il n'est pas un cas isolé sur le plan international. Reste à savoir

pourquoi – en l'absence de dynamiques métropolitaines régionales fortes – le reste du territoire capte si peu de croissance (démographique ou économique).

S'agit-il alors d'un manque de « ruissellement » depuis les métropoles, ou bien de la difficulté des territoires extra-métropolitains à trouver leurs propres moteurs de développement ?

<sup>1</sup> De nombreux chercheurs participent à ce débat, parfois polémique : Laurent Davezies, Pierre Veltz, Christophe Guilluy, Martin Vanier, Jacques Lévy, Olivier Bouba-Olga, Guillaume Faburel, Laurent Éloi, Patrick Boucheron, etc.

<sup>2</sup> L'Institut Montaigne et Vincent Fouchier, président (2011-2021) du groupe de travail de l'OCDE sur les politiques urbaines et directeur général adjoint de la Métropole Aix-Marseille-Provence, remercient les personnes suivantes pour leur contribution : Claire Hoffmann, Éric Gonnard et Marcos Diaz-Ramirez, sous la direction de Paolo Veneri et Rudiger Abrend, division « Analyse économique, données et statistiques », CFE/OCDE.

#### BIBLIOGRAPHIE

- L. Dijkstra, H. Poelman and P. Veneri, "The EU-OECD definition of a functional urban area", *OECD Regional Development Working Papers*, n° 11, OECD Publishing, Paris, 2019.
- *Construire la métropole Aix-Marseille-Provence de 2030*, Institut Montaigne, novembre 2020, 180 p.
- *OECD Regional Outlook 2019. Leveraging Megatrends for Cities and Rural Areas*, OCDE, Paris, 2019, 240 p.
- *OECD Regions and Cities at a Glance (2018, 2019, 2020, 2021)*, OCDE, Paris.
- *Cities in the World. A New Perspective on Urbanisation*, OECD Urban Studies, OCDE/Commission européenne, Paris, 2020, 171 p.